

Compte rendu de réunion

En marge de l'atelier régional de validation de la synthèse des études sur l'identification des besoins d'information des opérateurs du secteur agro alimentaire pour le développement des échanges entre le Mali, la Guinée, du Niger et du Sénégal, s'est tenu, le 5 novembre 2008, dans la salle de réunion du PRESAO, la réunion des opérateurs économiques du secteur bétail viande de Guinée et du Mali.

Etaient présents à la réunion :

- Mr El hadj Boubacar FOFANA Président de la Coordination nationale du ROESAO de Guinée ;
- Mr Oumar Bah SYLLA commerçant de bétail de Guinée ;
- Mr Mory DIANE commerçant de bétail de Guinée
- Mr Hadj SAMASSEKOU responsable filière bétail à la coordination nationale du ROESAO du Mali
- Mr Souleymane NIMAGA membre de la coordination nationale du ROESAO du Mali
- Mr Maha Ag TOUTA commerçant de bétail du Mali
- Mr Abdramane TRAORE assistant de recherche PRESAO



La réunion a porté exclusivement sur la reprise du commerce du bétail entre le Mali et la Guinée avec comme sujet de discussions les conditions de la réouverture du marché frontalier entre les deux pays.

Avant les discussions, les différents membres des délégations des deux pays ont tenu à remercier :

- l'équipe du PRESAO, équipe qui les a accompagné pour l'ouverture du marché frontalier de bétail de Dioulafondo, en 2002, au cours de l'exécution du projet PASIDMA,
- la fondation Hewlett qui a bien voulu financé le projet pilote initié par le PRESAO pour le développement des échanges entre les 4 pays couverts par le dit projet à savoir la Guinée, le Mali, le Niger et le Sénégal.

Les participants ont tenu à préciser que leur engouement pour un marché frontalier vient du fait que la première expérience leur a montré l'importance du marché frontalier dans la facilitation des échanges. En effet, le marché de Dioulafondou ouvert le 23 novembre 2002 avec l'aapui du projet PASIDMA, un projet initié par MSU sur financement de l'USAID, a beaucoup contribué à :

- réduire le temps de collecte, au lieu pour les guinéens de faire plusieurs marchés à l'intérieur du Mali pour avoir un chargement, ils le faisaient sur place,
- réduire le prix de revient du bétail avec la réduction du frais de transport et le passage d'un seul poste sur le territoire malien au lieu de plusieurs avec leur lot de paiement de taxes réelles et fictives,
- à accroître le volume de bétail malien entré en Guinée de 1638 têtes de bovin (source : responsable du marché de Dioulafondo).

Mais malheureusement, ce marché n'a duré qu'un an. Ainsi, l'arrêt des activités de ce marché, en juillet 2003, intervenu à la suite de la fixation du prix du kilo de viande à 3000 FG par l'Etat guinéen et les difficultés des opérateurs guinéens à se procurer de francs cfa, monnaie utilisée dans les transactions, suite à la forte dépréciation de leur monnaie, a ralenti les transactions sur le bétail entre les deux pays.

Après ce bref rappel par El Hadj Boubacar Fofana, la réunion s'est poursuivie et a porté exclusivement sur les discussions des préalables à l'ouverture du marché frontalier.

Il est ressorti des discussions ce qui suit :

1. Les deux parties sont toutes consentantes pour la reprise des activités d'échange de bétail entre les deux pays à travers un marché frontalier qu'elles se proposent d'instituer et d'alimenter;
2. Compte tenu de l'enclavement de Dioulafondou, les deux parties ont décidé de choisir un autre site pour le marché en l'occurrence la ville frontalière de Kourémalé. Le choix de ce nouveau site s'explique par son accès facile avec la route internationale bitumée Bamako- Conakry et l'importance de sa population. Il a été sollicité de chaque partie d'approcher les responsables administratives et politiques en charge de la gestion de la ville pour leur adhésion au projet et pour l'acquisition de parcelle devant abriter le dit marché.
3. Les deux parties sollicitent du projet son accompagnement pour l'aboutissement de ce marché qui facilitera sans nulle doute les échanges du bétail malien entre le Mali, la Guinée, la Serra Léone et le Libéria. En premier lieu, il exhorte le projet à s'impliquer dans l'organisation et le financement de la rencontre frontalière qui regroupera en plus des opérateurs l'ensemble des agents des deux pays en charge de la gestion du trafic transfrontalier en l'occurrence, la douane, la gendarmerie, la police, les

autorités administratives et politiques de par et d'autre de la frontière. Au cours de ce dialogue frontalier, il sera discuter toutes les questions relatives :

- à la facilitation du passage des frontières,
- à la gestion du marché,
- à la collecte des statistiques du marché.

Bamako, le 5 novembre 2005
Abdramane TRAORE - PRESAO